

# La désinformation israélienne : une arme clé de son arsenal

## Description

Par Tariq Kenney-Shawa, le 12 mars 2024



## Introduction

Pendant les campagnes de génocide et de nettoyage ethnique, la désinformation est une arme puissante, un outil qui permet de déshumaniser les victimes, de justifier la violence de masse et, surtout, de semer le doute afin de museler les appels à l'intervention extérieure. Lorsque l'information est militarisée, la confusion et le doute naissent et émergent plus du « brouillard de la guerre » comme un symptôme, mais sont délibérément cultivés dans l'intention explicite de les créer.

À l'heure où j'écris ces lignes, les forces israéliennes ont tué plus de 30 000 Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie depuis octobre 2023. Elles ont pris pour cible des hôpitaux, des écoles et des civils fuyant leurs maisons. L'assaut d'Israël est marqué non seulement par l'ampleur historique de la violence infligée aux Palestiniens, mais aussi par le flot sans précédent de désinformation déployée pour la justifier.

La propagande et la désinformation produites à l'échelle industrielle par les sources officielles du gouvernement et de l'armée israéliens sont légitimes et soutenues par un vaste réseau de journalistes et d'analystes du renseignement à source ouverte (OSINT), qui ont abandonné tout vestige d'objectivité et de rigueur analytique dans leur couverture de l'actualité. Au lieu de témoigner des crimes de guerre israéliens et de remettre en question les récits d'un régime qui se livre à un génocide, ils en sont devenus complices. En conséquence, les opérations d'information israéliennes bénéficient d'un réseau de médias agissant non pas comme des reporters impartiaux, mais comme des facilitateurs des atrocités de masse israéliennes.

Cette note politique explore les tactiques de guerre de l'information utilisées par Israël pour influencer la perception publique de son génocide en cours à Gaza, comment ces efforts ont contribué à la dégradation de la vérité, et comment ils entravent les efforts pour organiser une réponse globale. Il explique également comment les journalistes et les analystes de sources ouvertes sont devenus des complices actifs des crimes de guerre israéliens en se faisant les relais non critiques de la propagande israélienne. Enfin, il propose des recommandations aux journalistes,

aux analystes et au grand public pour qu'ils utilisent les outils de sources ouvertes afin de réfuter la propagande et la désinformation israéliennes dominantes.

## La Hasbara : une stratégie de longue haleine

Israël admet depuis longtemps que le paysage de l'information est un front de bataille essentiel pour justifier les structures d'oppression perpétuelles que sont l'occupation et l'apartheid. La « Hasbara », qui se traduit par « expliquer » en hébreu, incarne depuis longtemps cet aveu. [Enracinée dans les concepts préexistants](#) de propagande et de guerre de l'information soutenus par l'État, la *hasbara* vise à façonner les paramètres du discours acceptable. Cela implique un effort coordonné de la part des institutions publiques et des ONG pour soutenir l'unité internationale israélienne, s'assurer le soutien des alliés et influencer la manière dont les médias, les intellectuels et les personnes influentes discutent d'Israël.

Pendant des années, les efforts d'Israël en matière de *hasbara* ont été coordonnés par des organismes gouvernementaux, tels que le ministère des affaires stratégiques. Après la fermeture du ministère en 2021, le cabinet israélien a [approuvé un projet de 100 millions de NIS](#) (30 millions de dollars) visant à adapter la *hasbara* israélienne à un public mondial en constante évolution. L'initiative, dirigée par le ministre des affaires étrangères de l'époque, Yair Lapid, a acheminé des fonds indirectement vers des entités étrangères, allant des influenceurs des médias sociaux aux organisations de surveillance des médias, qui diffuseraient de la propagande pro-israélienne tout en dissimulant des liens directs avec le gouvernement israélien. Ces efforts concertés visent à établir des filtres cognitifs qui valident les intérêts israéliens tout en discréditant les récits opposés sur le colonialisme israélien et sa violence systémique.

En s'adaptant à un environnement riche en informations, les *hasbaristes* ne cherchent pas seulement à bloquer l'accès à l'information, mais plutôt à guider le public vers une interprétation sélective. [Pendant plus de 75 ans](#), ils ont présenté Israël comme la victime perpétuelle, malgré sa domination militaire et son rôle d'occupant, et déploient aujourd'hui les mêmes tactiques pour justifier le génocide à Gaza. En accusant le Hamas d'utiliser les Palestiniens de Gaza comme des « boucliers humains », en dépeignant les groupes de résistance palestiniens comme des menaces existentielles comparables aux nazis et à ISIS, ou en salissant les victimes des frappes aériennes israéliennes comme des « acteurs de crise », la *hasbara* vise à justifier l'injustifiable.

## Semer le doute

Avant l'ère numérique, il était plus facile pour Israël de discréditer les revendications palestiniennes en les niant purement et simplement. Mais l'avènement du cycle d'information 24/7 et des réseaux sociaux a permis aux images des atrocités israéliennes de traverser le monde à la vitesse de l'information, obligeant les *hasbaristes* israéliens à changer de tactique.

Le 30 septembre 2000, Muhammad al-Durrah, 12 ans, [a été abattu](#) par les forces israéliennes lors d'une fusillade entre soldats israéliens et forces de sécurité palestiniennes. Le moment de la mort de Muhammad, qui a été filmé, a marqué la naissance du terme de *hasbara* « Pallywood », une diffamation raciste qui accuse les Palestiniens de simuler des atrocités pour les mettre sur le dos des Israéliens.

Incapables de nier catégoriquement l'assassinat de Muhammad, les propagandistes israéliens ont eu recours à la désinformation pure et simple de la source. Aprs que des images de la mort de Muhammad sont devenues virales, les Israéliens ont insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un [comédien](#) et que sa mort [était un canular](#). Peu importe que le père de Muhammad ait enterré son fils de ses propres mains, peu importe que le meurtre ait été filmé et confirmé par des témoins oculaires. Ce qui importait, c'était que toutes les revendications palestiniennes soient désormais entachées de doute, soumises à un examen plus approfondi ou purement et simplement rejetées.

Au cours des années qui ont suivi, la pratique consistant à présenter les victimes palestiniennes des crimes de guerre israéliens comme des comédiens est passée d'une tactique marginale conspirationniste à une stratégie officielle du gouvernement israélien. Le 13 octobre 2023, le compte X officiel de l'État d'Israël a [publié une vidéo](#) d'un enfant palestinien mort, enveloppé dans un linceul blanc, affirmant qu'il s'agissait d'une poupée placée par le Hamas. Ce n'est qu'après avoir retrouvé l'auteur de la vidéo, identifié l'enfant et communiqué des preuves supplémentaires que le message diffamatoire a été supprimé sans explication officielle ni rétractation. À ce moment-là, la fausse nouvelle avait déjà recueilli des millions de vues et le mal était fait. Désormais, toutes les images d'enfants palestiniens morts seront rejetées par un public habitué à douter de leur authenticité.

Le mois suivant, un porte-parole du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a été interpellé pour avoir tenté de [faire passer des images](#) d'un film libanais pour des preuves que les Palestiniens simulaient des blessures causées par des attaques israéliennes. Le message est resté affiché pendant des jours, malgré une note de la communauté X et [un démenti de la BBC](#). Des calomnies de type « Pallywood » ont également proférées à l'encontre d'influenceurs populaires dans le but de les discréditer. Par exemple, des [publications virales](#) provenant de comptes officiels de réseaux sociaux israéliens ont affirmé que Saleh Aljafarawi, un influenceur populaire qui a couvert l'assaut d'Israël sur Gaza, avait mis en scène de fausses blessures dans un hôpital. Cette affirmation a également été [démentie par la suite](#), car il s'avère que les images étaient celles de Mohammed Zendiq, un jeune homme blessé lors d'une incursion israélienne en Cisjordanie.

Bien entendu, les allégations israéliennes de propagande « Pallywood » n'ont jamais été conçues pour résister à une vérification des faits et à un examen minutieux, même rudimentaires. Mais à une époque où plus de [50 % des adultes américains](#) s'informent par le biais des réseaux sociaux et où un nombre encore plus important d'entre eux ne lisent pas au-delà des gros titres, la désinformation israélienne peut s'enraciner bien avant d'être démentie. Une étude a montré que [86 %](#) des personnes ne vérifient pas les informations qu'elles voient sur les réseaux sociaux. [Une autre étude](#) a montré que le volume de publications sur les réseaux sociaux citant Pallywood « a augmenté considérablement dans les jours qui ont suivi le 7 octobre », et que le terme a été mentionné plus de 146 000 fois entre le 7

et le 27 octobre.

Les principales cibles de la désinformation israélienne sont les deux groupes qui comptent le plus pour les dirigeants israéliens : le public israélien et le public occidental. Dans une bataille pour la sympathie, la vérité est rarement une condition nécessaire. Parfois, tout ce qu'il faut, c'est un titre qui capte l'attention et confirme des préjugés existants.

## Justifier les crimes de guerre

Avec un public international enclin à traiter les revendications palestiniennes avec scepticisme dès le départ, les campagnes de désinformation parrainées par l'état israélien sont devenues un outil essentiel pour justifier les crimes de guerre. Cette stratégie vise à convaincre les gouvernements étrangers et le grand public que les groupes de résistance palestiniens utilisent des civils comme boucliers humains et des infrastructures civiles à des fins militaires, ce qui en fait des cibles légitimes. Cette stratégie n'a jamais été aussi prononcée que dans l'assaut systématique d'Israël contre les hôpitaux et les infrastructures de santé de Gaza depuis le 7 octobre 2023.

Le 27 octobre, le compte officiel X de l'armée israélienne a publié une [représentation en 3D](#) d'un labyrinthe élaboré de tunnels et de bunkers sous l'hôpital Al-Shifa, alléguant que le Hamas l'utilisait comme centre de commandement. Leurs affirmations étaient précises : Al-Shifa était le « cœur battant » de l'infrastructure de commandement du Hamas, et plusieurs bâtiments de l'hôpital se trouvaient directement au sommet de tunnels auxquels on pouvait accéder depuis les services de l'hôpital. Israël n'a fourni aucune preuve à l'appui de ses affirmations, mais cela n'a pas empêché l'administration Biden de répondre sans équivoque le récit israélien. S'adressant aux journalistes un jour avant que les forces israéliennes ne prennent l'hôpital d'assaut, John Kirby, porte-parole du Conseil national de sécurité des États-Unis, a [insisté](#) sur le fait que non seulement « les membres du Hamas et du Jihad islamique palestinien (PIJ) exploitaient un réseau de commandement et de contrôle depuis Al-Shifa », mais qu'ils utilisaient l'hôpital pour « détention des otages » et étaient prêts à « mener une opération militaire israélienne ». Comme l'armée israélienne, Kirby n'a présenté aucune preuve à l'appui de sa déclaration.

Le 15 novembre, les forces israéliennes [ont pris d'assaut l'hôpital Al-Shifa](#), quelques heures après que l'administration Biden leur ait donné le feu vert. Ce qu'elles ont trouvé est loin d'être à la hauteur de leurs prétentions. Les forces israéliennes ont certes découvert un tunnel qui passait sous un coin de l'enceinte de l'hôpital, mais aucun des bâtiments de l'hôpital n'était relié au réseau de tunnels qui ne présentait aucun signe d'utilisation militaire et il n'y avait [aucune preuve](#) d'un accès à partir des services de l'hôpital. Les combattants du Hamas ne se sont jamais mobilisés en masse pour défendre l'établissement de l'intérieur, comme avaient prétendu les services de renseignement américains. Il n'y avait aucune trace d'otages et, surtout, aucun centre de commandement.

Si Al-Shifa représente la pierre angulaire de la campagne de désinformation menée par Israël contre les infrastructures sanitaires palestiniennes, elle est loin d'être la seule cible. Depuis le 7

octobre, les forces israéliennes ont mené [plus de 500 attaques](#) contre le personnel et les infrastructures de santé à Gaza et en Cisjordanie, soit une moyenne d'environ 7 attaques par jour. Ces chiffres incluent les attaques contre les hôpitaux et les cliniques, le personnel de santé, les ambulances, les patients et les postes d'aide médicale. En l'absence d'indépendance de sa violence, que le Hamas et d'autres groupes de résistance pourraient utiliser les hôpitaux à des fins militaires, Israël jette un doute sur le fait que l'ensemble du système de santé de Gaza bénéficie des protections accordées par le droit humanitaire international. Ce faisant, Israël transforme la perception des attaques contre les hôpitaux, qui passent d'une violation flagrante du droit international à une norme.

## Journalistes et analystes : partenaires de la hasbara

Si les trois derniers mois ont vu quel point les tactiques de manipulation de l'information d'Israël sont particulièrement insensibles et grossières, elles ne sont pas nouvelles. En fait, bon nombre des arguments israéliens qui nous sont devenus si familiers aujourd'hui [rappellent étrangement](#) la rhétorique employée par les États-Unis pour justifier les massacres de civils au Viêt Nam. Mais alors qu'une grande partie de l'establishment politique occidental en est venue à condamner largement les campagnes de bombardements aveugles, l'utilisation de munitions internationalement interdites et les punitions collectives infligées aux civils par les forces américaines au Viêt Nam, elle justifie aujourd'hui l'utilisation par Israël des mêmes tactiques à Gaza.

En ce qui concerne l'opinion publique, l'inclination à rendre exceptionnels les crimes de guerre israéliens est due en grande partie à l'incapacité des journalistes à analyser de manière critique les récits israéliens dans le contexte de l'histoire de la désinformation d'Israël, même lorsque les outils d'investigation de source ouverte contredisent facilement leurs affirmations. En effet, les tactiques de désinformation d'Israël ne seraient pas aussi efficaces sans la complicité des journalistes et des analystes OSINT (Renseignement d'origine sources ouvertes). Au lieu de contester et de démythifier les fausses affirmations, nombre d'entre eux ont renoncé à l'objectivité et à la rigueur journalistique pour se faire les porte-paroles de l'armée israélienne.

Les journalistes d'aujourd'hui bénéficient de deux avantages clés que ceux qui couvraient la guerre du Viêt Nam n'avaient pas : les avantages du recul et les outils de vérification fournis par l'analyse OSINT. Au lieu de traiter les affirmations israéliennes avec le scepticisme qui s'impose, les journalistes chevronnés se plient à la censure et au contrôle du narratif israélien. En novembre, Jeremy Diamond, correspondant de CNN à la Maison Blanche, s'est joint à un petit nombre de journalistes, dont Ian Pannell d'ABC et Trey Yingst de Fox News, pour annoncer qu'ils couvriraient la « guerre Israël-Hamas » depuis l'intérieur de la bande de Gaza, mais avec de sévères restrictions : « Pour pouvoir entrer dans la bande de Gaza sous escorte des forces de défense israéliennes, les journalistes doivent soumettre tous les documents et toutes les séquences à l'armée israélienne pour examen avant publication », a déclaré Becky Anderson, qui a présenté le reportage de M. Diamond. S'il n'y a rien de nouveau dans le fait que des journalistes soient intégrés aux forces armées, les exigences d'Israël en matière d'examen et de censure des reportages se démarquent par rapport à d'autres armées. En

effet, même l'armée américaine n'a pas explicitement exigé que les journalistes intégrant ses forces en Irak soumettent l'ensemble de leurs reportages à une approbation préalable à leur publication, sauf dans des cas particuliers impliquant des informations classifiées.

Un journalisme efficace exige une vérification constante des faits et un instinct de scepticisme. En acceptant les conditions de censure particulièrement onéreuses d'Israël à Gaza, les journalistes font plus de mal que de bien. Les informations qu'Israël autorise à publier sont soigneusement sélectionnées pour justifier le ciblage et le meurtre de civils palestiniens, et en ne rapportant que le récit approuvé d'une armée actuellement engagée dans un génocide, les journalistes donnent activement une tribune aux justifications des crimes de guerre. Régurgiter sans esprit critique des affirmations non vérifiées faites par une armée qui a l'habitude de manipuler l'information en plein génocide, ce n'est pas du journalisme, c'est de la sténographie.

### ***Des analystes OSINT peu objectifs***

Alors que le journalisme traditionnel échoue aux tests d'objectivité, l'OSINT se retrouve une fois de plus sous les feux de la rampe. Au cours des dernières années, l'OSINT est imposé comme une source fiable d'informations et d'analyses objectives, alors que la confiance dans les institutions publiques et les médias traditionnels s'effrite. Cela est dû en grande partie à la traçabilité et à la transparence des enquêtes sur les sources ouvertes, qui ont fait des analystes OSINT des sources populaires d'informations et d'analyses situationnelles pour les journalistes, les législateurs et le public.

Les enquêtes menées à partir de sources ouvertes ont [joué un rôle essentiel](#) dans la lutte contre la désinformation orchestrée par l'État israélien. Par exemple, une [enquête du New York Times](#) a réfuté les affirmations israéliennes selon lesquelles une roquette palestinienne mal tirée avait touché la cour de l'hôpital Al-Shifa le 10 novembre, révélant que le projectile était en fait un obus d'artillerie israélien. Cela a mis en évidence non seulement la responsabilité d'Israël dans la frappe, mais aussi ses tactiques trompeuses, qui sont allées jusqu'à fournir un [faux simulacre](#) de données radar pour tromper les médias.

Alors que l'OSINT a [une fois de plus](#) prouvé qu'il était un outil essentiel dans les enquêtes sur les crimes de guerre en contournant le refus accablant israélien et en démythifiant la désinformation, certains comptes OSINT populaires se sont débarrassés de leur fausse objectivité. Bien que cela soit révélateur de tendances plus larges dans la détérioration de l'environnement de l'information sur les réseaux sociaux, un nombre croissant de comptes OSINT populaires utilisent leurs plateformes de grande envergure pour colporter la désinformation israélienne et même couvrir les crimes de guerre israéliens.

L'exemple le plus flagrant est sans doute le compte X *OSINT Defender*, qui se décrit lui-même comme un « moniteur de renseignements à source ouverte axé sur l'Europe et les conflits dans le monde », et est fait connaître en couvrant la guerre en Ukraine. [Des enquêtes récentes](#) ont révélé que l'identité d'*OSINT Defender* était celle de Simon Anderson, membre de l'armée américaine et résident de Géorgie. Depuis le 7 octobre, le compte a acquis la réputation de diffuser de la désinformation israélienne, de déshumaniser les Palestiniens et de justifier les crimes de guerre israéliens.

OSINT Defender a diffusé des [affirmations israéliennes démenties](#) sur le prétendu centre de commandement du Hamas à Al-Shifa et a [détecté](#) des centaines de civils palestiniens rassemblés et torturés par les forces israéliennes comme des « terroristes du Hamas ». L'armée israélienne elle-même a admis par la suite que les personnes arrêtées étaient en fait des civils, mais OSINT Defender n'a jamais retiré ses publications originelles. Il a également alimenté les [mythes racistes de « Pallywood »](#) et [détecté](#) les manifestants pacifiques appelant à un cessez-le-feu comme de violents « partisans du Hamas ». Comme si cela ne suffisait pas, Anderson a [également prétendu](#) que le groupe de journalistes tués par un obus de char israélien dans le sud du Liban filmait des « Échanges de tirs en cours », alors qu'en réalité, aucun combat actif n'était en cours au moment où ils ont été pris pour cible. Dans aucun de ces cas, OSINT Defender ne s'est publiquement rétracté ou n'a corrigé les fausses affirmations, même lorsqu'elles ont été démenties.

Si les analystes et les journalistes expérimentés peuvent être en mesure d'identifier la désinformation et l'engagement partisan pour lesquelles des comptes comme OSINT Defender sont connus, il n'en va pas de même pour le grand public. Leur compréhension de l'assaut israélien sur Gaza continue d'être faussée par des analystes supposés objectifs qui, en réalité, agissent comme un bras prolongé de la machine de propagande israélienne. Par exemple, des comptes tels qu'[Aleph x](#) et [Israel Radar](#) fournissent une analyse plus technique des développements dans toute la région, mais ne remettent jamais en question les récits militaires israéliens ou ne corrigent pas la désinformation israélienne, même lorsqu'elle est publiquement démentie. Ils vérifient systématiquement les faits des autres comptes qui diffusent de la désinformation, mais accordent à l'armée israélienne un laissez-passer pour le même processus de vérification. Par exemple, alors que les comptes pro-israéliens se sont empressés de partager [la maquette de données radar fabriquée](#) par Israël qui prétendait que des roquettes palestiniennes mal tirées avaient frappé Al-Shifa le 10 novembre, ils n'étaient nulle part lorsque des enquêtes ultérieures l'ont démentie.

## Conclusion

La stratégie d'Israël à Gaza ne se limite pas à déshumaniser les Palestiniens et à justifier des crimes de guerre sous couvert d'autodéfense. En plus de saturer le paysage de l'information avec un déluge sans précédent de désinformation parrainée par l'état, Israël a isolé davantage Gaza en ciblant et en détruisant délibérément les infrastructures de communication. Les coupures de communication qui en ont résulté ont plongé Gaza encore plus dans l'obscurité, rendant de plus en plus difficile pour les Palestiniens de partager avec le monde extérieur les preuves des crimes de guerre israéliens. En conséquence, les efforts pour contrer la désinformation israélienne sont sérieusement entravés et la propagande israélienne peut se chauffer.

Le contrôle quasi-total d'Israël sur le paysage de l'information est encore aggravé par le réseau mondial de journalistes et d'analystes OSINT qui, volontairement ou involontairement, agissent comme des canaux biaisés pour les récits pro-israéliens et anti-palestiniens. Ce phénomène ne met en évidence un dangereux précédent, où la diffusion rapide d'informations ou de désinformations peut fausser les perceptions internationales en

temps réel avant que des vérifications approfondies ou des contre-récits ne puissent s'installer.

En outre, les tactiques israéliennes de guerre de l'information, profondément ancrées dans l'ethnique militaire et politique du pays, rappellent brutalement le pouvoir du contrôle des récits pour faciliter les atrocités de masse. Le cas de Gaza est un microcosme d'un défi mondial plus large : comment naviguer et contrer la désinformation parrainée par l'État dans un monde hyperconnecté.

**Tariq Kenney-Shawa** est chercheur en politique américaine à Al-Shabaka et co-animateur de la série Policy Lab d'Al-Shabaka. Il est titulaire d'une maîtrise en affaires internationales de l'université de Columbia. Les recherches et les écrits de Tariq couvrent un large éventail de sujets, allant du rôle des renseignements de sources ouvertes dans la révélation des crimes de guerre à l'analyse des tactiques de libération palestinienne. Ses écrits ont été publiés dans le Los Angeles Times, Foreign Policy et The Nation, entre autres.

Source : [al-Shabaka](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**

2024/03/12